



30 juillet 2022 17h08

Demander pardon au nom de l'Église catholique...Et si on s'y attardait?

MONIQUE KHOZAM GENDRON
Montréal

POINT DE VUE / Le pape François est arrivé au Canada en humble pèlerin de la paix pour écouter, pour demander pardon et pour prier avec les peuples autochtones marqués par la tragédie des pensionnats. Il tenait à faire ce

pèlerinage pénitentiel malgré ses ennuis de santé et ses douleurs au genou. Ce geste en soi est très significatif de sa compassion et de son désir sincère de s'excuser pour mettre un baume sur les souffrances vécues par les Autochtones.

Dans les faits, il a demandé pardon au nom de toutes ces personnes chrétiennes qui ont posé des gestes déplorables et indéniables à quelque degré que ce soit. Il a aussi mentionné l'importance de poser des gestes concrets adaptés à leurs besoins pour cheminer ensemble vers une voie de guérison et de réconciliation.

Cependant, malgré ses nombreuses demandes de pardon, certains Autochtones attendent et souhaitent qu'il s'excuse au nom de l'Église catholique pour toutes les erreurs qui ont été commises.

L'histoire démontre que l'Église catholique en tant qu'institution n'a jamais donné un mandat aux communautés religieuses du Canada de procéder ainsi. Ce serait contraire à ses valeurs.

Il est dommage que tout au long de son parcours, certains médias et même le Premier Ministre Trudeau dans son allocution ont mis tout le blâme sur l'Église catholique, laissant croire injustement que c'est elle la seule et vraie coupable. Désormais, nous savons pertinemment (plus on fouille plus on découvre!) à travers les documents historiques et les archives que c'est plutôt le gouvernement fédéral de l'époque qui est le principal responsable de cette politique d'assimilation forcée puisqu'il a fait pression sur les communautés religieuses en enlevant leurs subsides pour l'appliquer.

Demander pardon au nom de l'Église catholique au lieu de ses membres qui ont commis ces erreurs, c'est laisser croire que c'est l'Église en tant qu'institution qui est fautive, comme si cette dernière produisait par sa mission et ses valeurs des malfaiteurs, des pédophiles, des abuseurs physiques et psychologiques, alors que les vraies valeurs enseignées par le christianisme sont entre autres le respect des autres, l'amour du prochain, la recherche de la vérité, de la justice et la paix entre les hommes.

À cet effet, il y a lieu de se demander quand un joueur de hockey ou un professeur commet des abus physiques, psychologiques, ou sexuels ou de la pédophilie, allons-nous accuser la Ligue nationale de hockey ou le ministère de l'Éducation et exiger leur pardon ? Va-t-on se priver d'assister aux parties de hockey ou de retirer nos enfants des écoles ? Va-t-on essayer de faire disparaître la ligue de hockey et le ministère de l'Éducation sous prétexte que certains de ses membres ont fauté ? Il faudra nous questionner pourquoi lorsqu'il s'agit de certains membres de l'Église catholique, le rejet de cette dernière est total et on exige son pardon. Ne perdons pas de vue, qu'on ne peut juger le passé avec nos yeux d'aujourd'hui.

L'Église est littéralement universelle et aucun autre organisme dans l'histoire de l'humanité n'a eu une telle ampleur. Comment peut-on s'attendre à ce que la surveillance soit universelle à cette époque sans moyens de communication (téléphone, Internet) ?

Il est heureux de constater que très nombreux sont les Autochtones affirmant que ce sont des hommes et des femmes d'Église qui n'étaient pas à leur place ou qui étaient souffrants qui ont commis ces erreurs et que ce n'est pas toute l'Église qui a voulu cela. Ils continuent de croire en cette Église (composée de prêtres et de laïcs) et de la fréquenter dans le but de nourrir leur foi et la faire croître et mûrir en communauté.

Souhaitons que cette visite du pape ait apporté aux Autochtones un apaisement et que la vérité, la justice et la paix règnent dans cette affaire pour une réconciliation durable.